

LA CRISE MONDIALE, MOMENT DE VERITE

Vers l'action unie des peuples, ou le naufrage ?

par Sadek Hadjeres

Le Quotidien d'Oran du Samedi 08 novembre 2008)

Contrairement à certaines déclarations rassurantes, la crise mondiale va s'engouffrer en Algérie avec une force multipliée par l'impréparation flagrante, due aux pratiques officielles passées dans un environnement mondial de plus en plus agressif. Face à une réalité concrète, rien ne sert de l'occulter ou la noyer dans des approches propagandistes, idéologiques ou manœuvrières. De longue date, les mises en garde n'ont pourtant pas manqué de la part des mouvements sociaux, des organisations politiques progressistes et des experts les plus compétents. Les autorités n'ont cessé d'afficher leur indifférence ou même du mépris envers le baromètre le plus fiable du degré de protection d'un pays. On ne le trouve pas dans les discours et l'avalanche des statistiques, dans lesquelles l'arnaque pseudo-technocratique remplace l'obligation de résultats et de bilans crédibles. Les indications les plus sûres du baromètre ne sont pas réductibles aux balances macroéconomiques et financières. Elles renvoient à la fiche de paye du salarié, à l'allocation du retraité, l'évolution du nombre de sans emploi et des personnes vivant au dessous du seuil de pauvreté. La santé économique s'affiche dans la façon dont les millions de familles s'alimentent, sont logées, se soignent, sont en proie ou non à l'angoisse du lendemain. Et non dans l'indice, trompeur lorsqu'il est isolé, des millions de barils de pétrole exportés à meilleur prix (ces dernières années). Ce don provisoire de la nature est dilapidé par une extraversion l'économie au profit des grands monopoles mondiaux, ainsi que par une gestion et une redistribution interne antisociales et antiéconomiques, dominées par la grande corruption au profit de couches locales parasitaires ou maffieuses.

I. OU EN SOMMES NOUS ET QUELLES PERSPECTIVES ?

A la crise financière ont déjà commencé à succéder dans le monde des régressions économiques plus graves (présentes chez nous sous diverses formes depuis longtemps) et des remous politiques d'envergure. Le risque existe qu'avec l'accentuation de la grande précarité et de l'arbitraire, nos compatriotes auront à payer cher au quotidien les fruits de la catastrophe.

Quant aux raisons pour lesquelles le monde entier est tombé dans cette trappe, davantage de gens les comprennent de mieux en mieux. Les méfaits qui déferlent sous nos yeux résultent des gigantesques mécanismes d'exploitation légalisée, qui sont dans la nature et la raison d'être du grand Capital, et plus encore dans son parcours ultralibéral, spéculateur et militariste. Malgré les multiples et énormes scandales passés, présentés comme des « accidents », l'évidence était niée par tous ceux organiquement liés aux intérêts exploités et de domination. Les chefs de file US et occidentaux des entreprises financières et de violences néocoloniales, jadis arrogants, cherchent aujourd'hui à adopter dans les media un profil bas pour faire illusion, ainsi que leurs complices et serviteurs dans les organisations internationales et les institutions nationales.

Nombreux ont remarqué aussi que la course à la catastrophe s'est accélérée ces vingt dernières années. Depuis que les cercles impérialistes ont mis à profit le déséquilibre stratégique engendré par l'affaiblissement des Etats socialistes d'Europe en tant que système mondial. A partir de ce moment, au mépris du droit international, ils se sont arrogés le rôle de gendarmes chargés d'imposer leurs conceptions et leurs pratiques à un monde unipolaire à leur botte.

Agir ensemble face à un double défi

Voilà donc notre peuple, dans toutes ses composantes et avec ses différences idéologiques et politiques, placé face à un double défi : prendre des mesures urgentes et engager des efforts de plus long terme. Dans l'immédiat, réduire les dégâts occasionnés par la crise, résister par des mesures de sauvegarde appropriées aux effets destructeurs pour l'Etat, la nation et la société, assurer une solidarité efficace au bénéfice des couches sociales les plus gravement atteintes, préserver ainsi le plus possible de lien social et de cohésion nationale.

En même temps, il est vital de se mettre à rebâtir la maison Algérie dans une perspective de développement national mieux protégé des environnements mondiaux agressifs. L'expérience a montré que c'est réalisable seulement si la dictature du capitalisme néolibéral est mise en échec. C'est elle qui a particulièrement stérilisé et perverti le développement de la majorité des pays, à l'exception des pays du G7 dont les classes dirigeantes ont systématiquement pompé les ressources et le travail des autres. La résistance résolue, unie et vigilante à cette dictature mondiale est la seule alternative à l'impasse dans laquelle notre pays comme tant d'autres a été enfoncé depuis trois décennies. Une impasse qui a bloqué les chances de donner pleinement à l'indépendance son contenu d'édification nationale, démocratique et sociale. L'enjeu est à l'échelle mondiale, il est donc vital que chaque peuple agisse de concert avec les autres pour un environnement international plus favorable à leur liberté et leur prospérité.

La résistance est une aspiration et un objectif concret commun à toutes les couches non inféodées aux intérêts impérialistes. L'éventail de la mobilisation en ce sens pourrait être très large. Il dépasse de loin les seuls courants nationaux qui considèrent qu'un tel objectif serait mieux réalisé dans une perspective de vrai développement socialiste. Plus que jamais en cette phase critique, se pose le problème non résolu et escamoté depuis l'indépendance, celui d'un large front national démocratique. Non pas une étiquette trompeuse pour un stérile effet d'annonce. Mais un vrai front d'action à la base et à tous les niveaux contre les conséquences et les causes de la crise mondiale. Un front qui n'entraînerait pas seulement les forces de gauche, quoique ces dernières devraient et pourraient jouer par leur exemple et leur esprit unitaire un rôle moteur au service de l'intérêt général, tirant profit des enseignements et des expériences mondiales du siècle dernier. Le constat d'un tel besoin ne suffit plus, les moyens pour édifier un tel front sont décisifs et il sera nécessaire d'y revenir. Car un vrai front ne peut surgir et vivre que par la confluence de milliers d'initiatives et de prises de conscience au plus profond du pays. Ce n'est pas l'affaire d'un jour, d'un appel bureaucratique ou d'une décision de « sommets » aussi représentatifs soient-ils. Mais pour engager dès aujourd'hui les premiers pas dans ce sens, un minimum de prise de conscience des problèmes de fond posés est nécessaire.

Quelle logique doit prévaloir ?

Les tâches de sauvetage immédiat et celles de plus longue haleine sont, par leur nature, échelonnées différemment dans le temps. Mais elles s'entremêlent dès aujourd'hui, car elles procèdent d'une même motivation et orientation fondamentale, l'intérêt national, celui de chaque citoyen et de la paix régionale et mondiale. Quant au fond et tout simplement, de quoi s'agit-il ? De justice sociale et de justice tout court.

Quelle logique doit dominer ? Celle qui, pour de « hautes » et peu transparentes raisons financières, refuse aux travailleurs et à leurs familles la moindre amélioration de leur sort

pénible ? Qui pénalise des travailleurs ou sans emploi et les condamne à de lourdes peines de prison pour des délits mineurs ou parce qu'ils réclament leur dû ? Alors que, immédiatement et en un temps record, les décisions sont prises par la prétendue «*main invisible*» des maîtres du Marché de déverser des centaines de milliards de dollars au secours des banques et trusts. Logique monstrueuse qui récompense ces derniers pour avoir pillé à une échelle colossale les ressources du globe et du travail des humains.

A quelle logique se plier ? Est-il possible de continuer à vivre dans la spirale des injustices et des inégalités ? De rester soumis aux appétits conjugués des pouvoirs locaux et des oligopoles impérialistes qui les coiffent, les inspirent et les contrôlent ? Le pouvoir autoritaire et parasitaire des autocrates locaux met davantage son habileté et ses énergies à manipuler les alliances obscurantistes et antisociales du «*business*» qu'à mettre en œuvre des solutions conformes à l'intérêt général. Quant aux seconds, les cercles dirigeants des USA et d'autres puissances occidentales, ils tirent à l'échelle mondiale les ficelles de la domination et de la domestication des travailleurs et des peuples au nom de la civilisation du Marché.

Il ne s'agit pas en cela et pour l'essentiel d'une question de moralité, aussi légitime soit-elle. Je ne pose pas non plus la question d'un point de vue purement idéologique. L'opposition des peuples aux puissances d'oppression et d'exploitation est un fait historiquement constitué en réaction à des politiques d'asservissement. Il n'est pas le fait d'un anti-américanisme ou d'un anti-européanisme idéologique. Seuls voudraient le faire croire les nostalgiques de la guerre froide et de ses vieilles ficelles propagandistes. Le procédé bien connu vise à faire diversion sur le fond. Ainsi les colonialistes présentaient-ils notre combat de libération comme un fanatisme islamique tandis que les envahisseurs de l'Irak disaient agir au nom de la Civilisation et du Bien contre le Mal. La crise mondiale actuelle démasque davantage les responsables des brigandages pris la main dans le sac et leurs procédés allant de la séduction raffinée aux violences les plus barbares. Aucune illusion à se faire : ne comptons pas sur la bonne volonté des pyromanes qui ont allumé les feux du désastre, que ce soit pour réparer les dégâts causés aux peuples, ou pour prévenir les récidives de l'incendie. L'heure est à une plus grande lucidité à propos à la fois des mécanismes économiques et financiers de la crise et de leur lien étroit avec les visées géostratégiques enracinées des fauteurs de crise.

Des supercherries financières aux agressions politiques et militaires

Au plan économique, il est reconnu que les pays les plus gravement touchés seront les pays mono-exportateurs de matières premières et les pays à économie rentière. Il s'agit de deux situations et processus dans lesquels l'Algérie a été immergée par ses dirigeants des trente dernières années et dont les puissances du système néolibéral ont largement tiré profit. Contre les effets dévastateurs de la crise, ces puissances annoncent pour eux-mêmes la mise en place de mécanismes de sauvegarde, qui en fait rejettent sur les peuples les conséquences les plus lourdes de la crise. Ils en appellent subitement aux interventions des Etats pour réguler la folie destructrice d'un «*Marché*» qu'ils n'avaient cessé de diviniser. Faisant mine de tempérer leur théologie du «*libre*» marché, ils voudraient en préserver le noyau structurel : privatiser leurs profits, nationaliser ou socialiser leurs risques et leurs pertes. Les «*remèdes*» qu'ils préconisent ne sont pas inspirés par le bien public, ils restent guidés par les mentalités et les logiques de profit maximum et spéculatif.

Qu'apporteront aux peuples ces démarches d'apprentis sorciers, avec leurs perfusions de crédits destinés à colmater les pertes colossales dues aux pratiques de spéculation et de superprofits ? Le coût financier de ces transfusions est extorqué en fin de compte aux «*donneurs de sang*» que continuent d'être les peuples des pays pauvres et les salariés des pays riches. La médication d'urgence fera dans le meilleur des cas baisser relativement et temporairement la poussée de fièvre aiguë du système capitaliste. Elle n'extirpera pas, ce n'est pas son objectif,

l'exploitation et la spéculation exacerbées responsables du désastre. Elle ne remettra pas en cause les pratiques monétaristes, les malhonnêtes manipulations boursières de la grande finance internationale au détriment du développement économique productif. Or, c'est ce dernier qui constitue, avec la justice sociale, la base d'un développement réel, humain et durable.

Au plan politique, les conséquences risquent d'être encore plus graves.

Une lourde erreur serait de croire que la fragilisation économique des grands monopoles capitalistes, le démenti apporté dans les faits à leurs thèses, ainsi que la misère et la détresse des populations, vont faciliter automatiquement les luttes démocratiques et les solutions appropriées de libération et de justice sociale. Après la crise mondiale de 1929 et ses ravages sociaux, une bonne partie des cercles exploitants ont cherché une issue dans le fascisme. Ils ont entraîné l'Humanité dans l'aventure guerrière la plus sanglante et la plus destructrice de son histoire.

En Algérie à la fin des années 80, quand les conditions économiques et sociales se sont aggravées au plus haut point, les réactions politiques ont été marquées dans les institutions comme dans la société par la confusion, les divisions et les manipulations, exploitant l'insuffisance de maturité et de vigilance des forces opposées à l'arbitraire. Les journées d'Octobre 88 ont soulevé momentanément la lourde chape autoritaire mais n'ont pas entraîné les changements radicaux nécessaires et souhaitables. Lors de la brève éclaircie qui s'en est suivie, la plupart des promoteurs de projets politiques et de société, tout en se réclamant du salut de l'Algérie, ont reconduit explicitement ou implicitement les pratiques du parti unique précédent, consistant à se poser en leaders indiscutés, à exclure les autres ou les écraser. L'Algérie n'en a pas été sauvée dans ses espoirs, elle a sombré dans la tragédie.

Le même fléau a sévi au cours des décennies précédentes en Afrique et dans le monde arabe. Le pire est à craindre pour ces contrées, comme une évolution à « l'irakienne » ou à la « libanaise », si les Etats, les peuples et les sociétés continuent à ignorer de façon irresponsable leurs intérêts objectifs communs.

Il est donc normal, pour faire face, résister et survivre, de s'interroger sur les voies et solutions pour conjurer le pire. Et pour commencer, repérer les raisons des incapacités et des défaillances qui ont facilité les funestes conséquences de la montée ultralibérale.

II. COMMENT EN EST-ON ARRIVE LA ?

Le premier de ces enseignements, c'est qu'il est important d'en finir avec les illusions qui ont aveuglé ou désorienté nombre d'acteurs politiques et de dirigeants et ont facilité l'emprise néfaste de l'ultralibéralisme sur tous les domaines de l'activité nationale.

Les mirages du libéralisme économique et de la rentabilité financière ont été martelés au cours des vingt dernières années à l'encontre de toute autre conception économique, sociale, politique et philosophique. Les « modernistes » en ont fait le fondement et la condition d'entrée de l'Algérie dans la Cour des peuples civilisés, cependant que les courants conservateurs juraient à coups d'exégèses et de fetwas que les mécanismes du profit libre et illimité devenaient « *halâl* » en leur imaginant seulement des modalités pratiques et des formulations appropriées. Dommage que ces efforts d'imagination et d'un « *ijtihad* » très sélectif (et en définitive d'une sécularisation qui ne dit pas son nom) soient déployés seulement en l'honneur du profit sans bornes et ne soient pas mis en œuvre dans tant d'autres domaines bénéfiques à la société et à l'intérêt public.

Pourquoi les succès temporaires des marchands d'illusions ?

Pour vendre leurs illusions, les marchands de dégâts sociaux et internationaux d'Outre-atlantique ont mis en œuvre des moyens énormes, tant financiers qu'en instruments médiatiques et de pouvoir. Ils ont trouvé chez nous des relais zélés, soit dans des milieux intéressés à s'assurer des privilèges financiers ou politiques sur le dos de leurs compatriotes, soit dans des milieux opportunistes et sans vrai projet politique, prêts à souffler dans la direction du vent dominant.

Comment expliquer que l'impact de ces milieux, pourtant minoritaires, a été aussi grand auprès de citoyens même parmi les plus réfléchis et les plus honnêtes d'entre eux ?

L'une des raisons selon moi, réside dans l'effet d'une «*stratégie du choc*», conçue et sciemment mise en œuvre à un moment et en un point d'application choisis par les cercles dirigeants impérialistes. Si j'invoque ici ce mécanisme, que j'illustre plus loin, ce n'est pas pour disculper nos institutions ou nos acteurs politiques en soulignant la responsabilité majeure des impérialismes. Celle-ci va de soi, elle est une donnée première. Tout ce qu'ils font est de bonne guerre, nous serions naïfs d'attendre autre chose de leur part. L'important pour les peuples, leurs institutions et leurs organisations, est d'en être conscients et motivés pour déjouer ces mécanismes.

C'est à ce niveau que se situe la défaillance. Nous sommes précisément au début d'un grand choc et les expériences précédentes nous seront bénéfiques. L'enjeu est de savoir si en identifiant mieux la menace, l'Algérie sous ce choc aura la volonté et sera en mesure de lui opposer un front aussi large et aussi efficace que celui qui lui a permis d'arracher l'indépendance, malgré les insuffisances et parfois graves déficiences dont avait alors souffert ce Front et qui sont aujourd'hui mieux connues.

Il me paraît donc décisif de comprendre pourquoi les intérêts nationaux de l'Algérie sont restés encore fragiles ou ont subi des régressions malgré la conquête de la souveraineté formelle. Il en a été ainsi en dernière analyse parce que nous n'avons pas réussi jusqu'ici à construire dans l'action unitaire et librement consentie un assez large rassemblement pour les objectifs nationaux, démocratiques et sociaux d'intérêt commun qui restent à réaliser. Ces objectifs ont été pourtant identifiés depuis plus d'un demi-siècle dans les documents des multiples composantes du mouvement national. Mais nombre de ces objectifs parmi les plus importants ainsi que les instruments pour les réaliser ont été entravés ou même reniés depuis l'indépendance, alors que le besoin s'en faisait de plus en plus sentir. L'idée et la pratique d'un large front national démocratique comme instrument incontournable de réalisation de ces objectifs ont été abandonnées ou même décriées dès les premiers instants de la souveraineté nationale arrachée au colonisateur (l'été 1962). Face au choc mondial qui ne fait que commencer, les enseignements du choc de l'été 1962 ou celui de 1990 contribueront-ils à combler cette grave défaillance ?

La « stratégie du choc »

Vieille comme le monde, cette stratégie (récemment encore analysée dans un ouvrage de la chercheuse canadienne Naomi Klein), a été systématisée et actualisée par les états-majors impérialistes. Ils l'ont adaptée aux particularités contemporaines des régions et des pays considérés comme cible importante pour leurs plans de domination globale. Ils ont en particulier veillé à saisir les opportunités et le moment propice (en les provoquant si nécessaire) pour faire jonction avec les courants locaux réactionnaires et antisociaux.

Cette stratégie a été appliquée en 1990-91 à l'Algérie, tandis que l'Irak subissait la première

guerre du Golfe. L'URSS était en voie de déstabilisation après deux déboires de grande ampleur liés entre eux. Le premier avec l'intervention désastreuse et mal inspirée, après bien des hésitations, de la direction brejnévienne dans le conflit intérieur afghan (j'y reviendrai un jour). Tombée dans le piège de la CIA qui la souhaitait, l'intervention a nuï aussi bien à la solution en temps utile de la crise sérieuse du développement socialiste en URSS qu'à l'audience de cet Etat communiste auprès des peuples musulmans qui le considéraient jusque là au moins comme un allié objectif. Le second déboire fut le détournement opportuniste et droitier de la « perestroïka » gorbatchévienne, sous l'égide de Eltsine et d'autres aussi géniales marionnettes du complexe militaro-industriel des USA. Il a achevé de redonner à bon compte aux impérialistes une revanche sur leurs historiques défaites en particulier en Chine, à Cuba, au Vietnam.

L'ensemble de ces évènements eut dans le monde et en particulier arabe et musulman, un impact encore plus grand que celui de la défaite politico-militaire arabe dans la guerre des Six Jours de juin 1967. Ce fut le prélude à la relance de l'OTAN nouvelle formule au milieu des années 90, puis aux agressions des USA et de l'OTAN en Yougoslavie, puis en Afghanistan et à la deuxième invasion du Golfe contre l'Irak, après le choc bien orchestré et tombé à point du « 11 septembre ». Le tout sur la toile de fond d'un soutien indéfectible au militarisme colonialiste israélien, verrouillant toute évolution pacifique et démocratique dans le « Grand Moyen Orient » englobant l'Afrique du Nord et ouvertement étendu désormais à toute l'Afrique au titre de « l'AfriCom ».

Le choc mondial et régional de 1990 fut d'autant plus brutal pour l'Algérie indépendante que notre pays était devenu une cible prioritaire des cercles impérialistes. Ils ne lui pardonnaient pas ses tentatives de la décennie 70 d'approfondir la décolonisation et de contribuer à un nouvel ordre économique mondial. Ils comptaient bien exploiter le maillon faible algérien, doublement fragilisé. D'un côté par une grave dépendance économique et financière (avec une dette énorme et un secteur public productif agricole et industriel anarchiquement déstructuré et laissé à l'abandon, ainsi qu'un secteur privé relégué injustement aux activités spéculatives et informelles). D'un autre côté, faute de citoyenneté démocratique, l'Algérie était fragilisée par une coupure sérieuse de l'Etat avec ses populations administrées. Celles-ci étaient elles mêmes gravement divisées faute d'une approche des acteurs politiques tendant à gérer positivement leurs différences ou même contradictions politiques et idéologiques. Le désarroi politique et les réflexes de cloisonnements identitaires ont prévalu dans les masses et même dans des milieux plus éclairés, suite à l'échec patent du système « parti-Etat », se réclamant d'un nationalisme autoritaire concevant l'art du pouvoir comme une jonglerie entre la démagogie populiste « socialisante », et la répression antisociale et anticommuniste. La montée de l'islamisme politique, dominée par son aile intégriste « afghane », s'est produite sous le mot d'ordre « *La dawla wa la destour, al islam houa l'hall* ». Le projet nébuleux était à la jonction d'un processus socio-idéologique profond et d'une manipulation politique anti-progressiste engagée avec un bel ensemble par tous les gouvernants arabes. Les impérialistes forts de leur expérience afghane crurent alors l'Algérie sur le point de tomber dans leur giron comme un fruit mûr.

Par sa brusquerie et son ampleur, le choc avait momentanément tétanisé une partie de l'opinion publique cependant qu'à l'opposé une autre partie s'est trouvée dans un état second d'euphorie et d'illusion d'un « grand soir » islamique qui allait tout transformer. Les uns et les autres étaient insuffisamment préparés à cette épreuve par le déficit politique des décennies précédentes. Les analyses de sang-froid et les discernements politiques ont été neutralisés et anesthésiés jusqu'à faire prendre à des organisations à vocation démocratique et sociale des prises de position suivistes envers les camps qui s'affrontaient pour le pouvoir, contraires à leurs raisons d'être et à leurs principes fondateurs proclamés.

Prises de conscience tardives

Les prises de conscience ont commencé seulement avec le constat des dégâts résultant de leur perte d'autonomie politique mais il était trop tard. Les revendications structurées pour le mieux-être social et démocratique, les solutions des problèmes de société se sont trouvées ensevelies « *sine die* » sous les décombres de la féroce guerre hégémoniste pour la prise ou la conservation du pouvoir par les camps antagonistes. Trop tard pour un redressement et une mobilisation efficaces à court terme, car les faiblesses et les divisions politiques et idéologiques à l'origine de la débâcle ont été savamment entretenues. Elles ont transformé en passivité et fatalisme chronique la défaillance conjoncturelle initiale des appareils de la dite « *classe politique* » démocratique ainsi que les errements de l'aventurisme islamiste. Dans les mouvances idéologiques des uns et des autres s'est installée une incapacité des appareils à décider et engager des actions autonomes contre les courants violemment antidémocratiques qui se disputaient le pouvoir absolu.

A l'heure du bilan, le choc initial et ses conséquences ultérieures ont porté un coup durable à l'élan des populations, à leurs espoirs déjà bien entamés. Il s'en est suivi la désaffection envers la scène politique et le rejet des simulacres officiels, mais sans alternative collective commune. Cette carence n'a laissé au plus grand nombre comme issue que le recours aux solutions individuelles, à l'affairisme, aux alignements exclusivement utilitaires, de court terme et sans principe. C'était une évolution malheureuse mais prévisible, sur laquelle je m'étais par avance exprimé dans un article d'El-Watan (juillet 94 : « *Droits de l'Homme, question secondaire ou fondamentale ?* »). Je soulignais que si l'ensemble des courants nationaux et en premier lieu ceux se réclamant de la démocratie, sous-estimaient l'enjeu fondamental des droits humains, s'ils se montraient non résolus ou impuissants à mobiliser en faveur de voies pacifiques de dialogue et de consensus national dans l'intérêt des masses profondes exténuées, ce sont les courants les moins démocratiques et les plus hostiles au progrès social qui, le moment venu, tireront les bénéfices d'une mauvaise issue de crise. Il est possible d'en mesurer aujourd'hui les conséquences.

Lourdes menaces à l'horizon

Le bilan aux plans national et international est marqué aujourd'hui par deux échecs lourds de dangers pour l'avenir, capables d'entraver sérieusement ou compromettre totalement les efforts pour redresser et relancer l'économie nationale.

1. D'une part, comment se présente ce que les officiels ont appelé la « *concorde* » ou la « *réconciliation* » nationales, mots d'ordre évocateurs d'une paix et d'une stabilité fructueuses tant souhaitées par les Algériens. Elle repose sur des bases politiciennes fragiles et non sur une vraie cohésion nationale, intériorisée par les citoyens et leurs organisations. La trame en est constituée au niveau des institutions dirigeantes par des orientations et des pratiques antidémocratiques et antisociales accentuées, celles-là même qui furent à l'origine de la catastrophe. Elles ne créent pas une issue, elles entretiennent dangereusement l'impasse. Elles perpétuent la prééminence autoritaire et manœuvrière des approches purement identitaires sur la solution des problèmes socio-économiques, alors que les solutions résident dans leur interaction équilibrée par des pratiques réellement démocratiques.

D'une façon générale, toute amélioration du climat social, politique et moral, toute mobilisation salutaire de grande ampleur ne peut reposer que sur une prise de conscience des enjeux réels, économiques et de classe, trop souvent occultées par l'exaltation agressive des passions identitaires. On sait comment ces passions exacerbées cherchent à se confondre de façon suspecte avec les aspirations légitimes à la reconnaissance et au respect des identités culturelles et religieuses. On sait par exemple le prix désastreux qu'ont payé la Kabylie et l'Algérie entière à l'opposition artificiellement envenimée entre arabité et amazighité culturelles. Une menace

nationale et régionale encore plus grave se profile quand on constate les tentatives surnoises d'impliquer l'Algérie dans un conflit « *sunnites-chiïtes* » à l'échelle du monde musulman. On devine facilement à qui il profiterait ou qui souffle ainsi sur les braises d'un lointain passé pour faire du « *Grand Moyen Orient* » une terre brûlée.

2. D'autre part et ce n'est pas un hasard, ce bilan national et régional s'inscrit dans la trame des orientations inspirées ou imposées depuis vingt ans par la stratégie US en direction de l'Algérie. Pendant que des Algériens dans une escalade d'atrocités s'autodétruisaient sans percevoir suffisamment les enjeux nationaux et internationaux dont ils étaient les jouets, pendant que les ressortissants des USA étaient durant les années 90 les seuls étrangers à compter « *zéro mort* » des suites du terrorisme dans notre pays, les monopoles US ont débarqué en force sur les champs d'hydrocarbures algériens. Les plus favorisés d'entre eux ont été les « *Texans* » directement liés aux milieux financiers et militaro-industriels républicains. En leur faveur, certaines publications algériennes avaient estimé souhaitable la première élection de Bush à la présidence, en suggérant que les républicains seraient plus favorables à la cause palestinienne que les démocrates. On appréciera la clairvoyance !

Mais plus tard, les dirigeants des USA ont inversé leur pression en appelant cette fois à la lutte contre le terrorisme de leurs anciens protégés. Les faucons de Bush et consorts venaient de s'y convertir après l'attentat du 11 septembre tombé à point pour leurs plans de guerre. Leur volte face « *anti-islamiste* » ne signifiait pas remise en cause mais mise à jour de leur stratégie, plus que jamais impérialiste et organiquement au service de leurs intérêts de prédation mondiale. Maintes fois, leurs diplomates ont agi chez nous avec impudence comme en pays conquis, pour contraindre l'Algérie au statut d' « *Etat pivot* » vassalisé. Autrement dit qui s'aligné étroitement et cautionne la stratégie de Bush dont le résultat le plus clair a été doublement désastreux. D'une part la matrice terroriste afghane mise en place par eux dans les années 80 a essaimé vers tous les pays afro-asiatiques présentant pour les USA un intérêt primordial. D'autre part le monde musulman s'est davantage divisé, l'une des fractures la plus dangereuse étant celle suscitée entre les mouvances sunnite et chiïte, menace redoutable à l'avenir si elle n'est pas déjouée à temps par l'ensemble des peuples musulmans.

L'heure de nouvelles mobilisations ?

Comment réagira en définitive notre peuple, avec ses courants politiques et idéologiques et ses institutions majeures, pour contribuer à des issues moins désastreuses pour l'Humanité et pour nous-mêmes ? Les raisons de craindre et d'espérer s'entremêlent. Mais toutes deux devraient inciter à l'action. Pour que les Algériens ensemble, et en particulier les composantes d'une « gauche » plurielle, parviennent à dresser positivement et en actes offensifs le bilan des faiblesses et des errements passés ? Non pas en cercles étroits mais dans la vie à la base et au plus profond du pays, pour construire la riposte unitaire au choc de grande ampleur qui risque d'engloutir pour un temps les espoirs algériens ?

Je crois que dans de nombreux milieux nationaux, l'aspiration et la réflexion ont progressé dans ce sens. Sans avoir néanmoins suffisamment mûri pour susciter des actions, des initiatives et des capacités à la hauteur des enjeux. Nous sommes encore loin d'une mobilisation d'un Front de sauvegarde algérien et des forces motrices qui pourraient l'animer. Raison de plus pour activer dans la vie toutes les interactions qui pourront y contribuer de plusieurs côtés à la fois. On ne peut s'attendre à ce que ce pas en avant soit décrété principalement d'en haut par des états-majors politiques ou institutionnels, encore pour l'instant en décalage avec les multiples courants profonds qui parcourent le pays. De ces convergences démocratiques nationales et mondiales devraient surgir les actions concrètes de résistance aux effets et aux causes de la crise mondiale. A chacun d'y contribuer patiemment mais fermement par ses réflexions et ses engagements.